



INITIATIVES TERRITORIALES

LE DÉFI DE L'ALIMENTATION DURABLE EN RESTAURATION HORS DOMICILE (RHD)

La demande sociétale d'une alimentation plus saine, plus sûre, plus locale et pour tous est forte. Depuis plusieurs années, les territoires et acteurs locaux s'emparent de cette question de l'alimentation durable. En témoignent la mise en place progressive des Projets Alimentaires Territoriaux et aussi le foisonnement d'initiatives territoriales, portées par des acteurs publics ou privés, s'inscrivant dans une démarche de transition agricole et alimentaire. Le champ de la restauration collective est particulièrement concerné. Pour autant, relocaliser les filières de production, investir dans des infrastructures de transformation, massifier la demande, adapter les commandes, ... n'est pas toujours simple.

Afin d'« accompagner le changement », Citoyens et Territoires est impliqué dans deux chantiers : le projet Interreg Va « AROMA » (Approvisionnement Régional Organisé pour une Meilleure Alimentation) et « La Main à la PAT » qui crée une communauté de pratiques entre les projets alimentaires territoriaux du Grand Est.

AROMA : identifier les réalités, les besoins, mobiliser et expérimenter un outil d'approvisionnement sur la Grande Région.

AROMA est un projet transfrontalier réunissant 20 partenaires de Wallonie, Rhénanie Palatinat, Luxembourg, Sarre, Lorraine. Il a pour but d'approvisionner en produits alimentaires locaux de qualité la Restauration Hors Domicile (cantine, restaurant ...) dans la Grande Région. Le projet a été officiellement lancé le 20 avril 2018 et il est prévu pour 4 ans.



Une première phase du projet consiste à faire un état des lieux de ce qui se fait en matière de produits locaux dans les restaurations collectives de la Grande Région. Une série d'études ont été ou seront menées. La dernière en date qui a démarré fin avril interroge un grand nombre d'acteurs (agriculteurs, grossistes, cuisiniers, gestionnaires, consommateurs, agents de collectivités, élus,) pour caractériser les différents systèmes de produits locaux.

Citoyens et Territoires est responsable de la 2ème phase du projet : la mobilisation des acteurs. Sans ces derniers, impossible de faire fonctionner le projet à long terme. Pour mobiliser autour du projet, C&T construit deux guides : un pour les producteurs et un pour les acheteurs. L'objectif est de leur fournir des informations pour travailler des produits de proximité pour la restauration collective. Des ateliers entre les différents acteurs impliqués dans le projet permettront de renforcer les liens et valoriser les pratiques.

S'en suivra une longue phase d'expérimentation (septembre 2019 jusqu'en 2021) d'un outil opérationnel d'approvisionnement. Cette phase testera la mutualisation de l'offre, la coordination de la demande, les prix, les usages, les marchés publics, la logistique, etc. Elle devra tester les outils proposés pour la mise en place d'un organisme transfrontalier sur toute ou partie de la Grande Région. Elle s'appuiera bien entendu sur les deux étapes précédentes et toutes personnes intéressées pour y participer.

La main à la PAT : une communauté de pratiques

Pour répondre au besoin des acteurs des territoires d'échanger sur ces questions de transition agricole et alimentaire, l'IUFN, Citoyens & Territoires, le CGET et l'INRA, avec le soutien de la DRAAF, ont lancé en 2018 le projet "Main à la PAT", visant à constituer une communauté de pratiques en Grand Est.



La "Main à la PAT" anime une plateforme numérique qui propose de nombreuses ressources (<https://lamainalapat.fr>) et organise des rencontres physiques aux méthodes participatives. L'enjeu est de faciliter une dynamique d'acteurs des PAT au niveau de la Région pour leur fournir les ressources qui facilitent leur travail et favorisent leur développement.

La restauration hors domicile : mettre en place des « écosystèmes » locaux

La rencontre du 28 janvier 2019, organisée par la Main à la PAT, avait pour thème « *Projet Alimentaire Territorial & restauration collective : comment mieux développer le local et le bio ?* ». En effet, la loi EGALIM du 1er novembre 2018 fixe le cap de 50 % de produits locaux ou sous signes d'origine et de qualité dans la restauration collective publique à partir du 1er janvier 2022. Dès lors, comment relever ce défi, quels sont les points de blocages, le rôle des collectivités, l'animation territoriale à mettre en place ? Le directeur d'exploitation de la cuisine centrale du bassin de Pompey, une élue du Pays de Langres en charge des circuits courts, la coordinatrice du dispositif « plaisir à la cantine » et le gérant du GEIE Ecotransfaire à l'origine du projet AROMA, ont insisté sur la nécessité d'organiser les filières locales d'approvisionnement, de créer des réseaux de producteurs là où il n'en existe pas, de mettre en lien offre et demande et de créer ainsi des « écosystèmes » locaux, ce qui nécessite un accompagnement, une mise en relation dans lequel la collectivité publique locale a toute sa place...



Lever les freins

Un temps de « coaching de projet » a ensuite permis à six porteurs de projets de bénéficier de l'avis et des conseils des participants. C'est le cas du syndicat mixte du Grand Toulousain qui cherche à dépasser sa limite actuelle de 33 % d'approvisionnement en produits bio et locaux pour la RHD. Les participants ont exploré plusieurs pistes : un rapprochement avec le groupement de commande académique pour massifier les débouchés, un travail sur les besoins des producteurs locaux (unités de stockage, de transformation...), l'installation d'une légumerie, et dans une stratégie de plus long terme : l'aide à la mobilisation du foncier pour développer l'installation de nouveaux agriculteurs et l'appui à la diversification et à la conversion au bio.

Autre projet, celui d'un Jardin de Cocagne sur le Pays de Langres (jardin d'insertion en bio), qui fournit avec d'autres producteurs 250 paniers hebdomadaires à des particuliers et qui cherche désormais à fournir la RHD sur le secteur Chaumont/Langres. Le conseil des participants s'est porté sur la planification d'un amorçage sur 5 ans avec démarrage sur 3-4 produits « phares » et des interlocuteurs moteurs, notamment l'enseignement primaire mais également le renforcement de la structuration de la coopération entre les producteurs et la mise en place de tarifs uniques.

Vous pouvez retrouver la restitution de cette rencontre sur la plateforme : <https://lamainalapat.fr>



C&T a mené courant 2017 une étude auprès d'acteurs lorrains portant des initiatives liées à la transition agricole et alimentaire. Ce petit fascicule mettant l'accent sur les clés de réussite est à votre disposition sur demande et en ligne :

<http://www.citoyensterritoires.fr/actus/ces-initiatives-territoriales>

3 questions à Yves Le Roux

À l'occasion de ce numéro de Terre d'Echos sur l'alimentation territoriale, nous sommes allés à la rencontre d'Yves Le Roux, Professeur à l'Université de Lorraine – ENSAIA (Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et des Industries Alimentaires).

Selon vous, quels sont les éléments importants pour réussir la transition alimentaire territoriale, notamment dans le Grand Est ?

Quand on parle de transition alimentaire, c'est important de définir le chemin qui va être pris. Ici, on définit un cadre géographique, le Grand Est (ce que je partage complètement). Il faut aussi définir le timing : 2020, 2030, 2050 ? On n'aura pas les mêmes leviers et ambitions en fonction du timing retenu. Ensuite, quels acteurs impliquer ? Là-dessus, je suis très clair : il faut mettre tous les acteurs autour de la table. Evidemment, pas tous en même temps dès le début, c'est le meilleur moyen pour que rien n'aboutisse, mais au bon moment pour qu'ils se sentent concernés par la démarche.

Enfin, qu'est-ce que la transition ? C'est à la fois modifier l'assiette, travailler sur le gaspillage et sur des critères (proximité, pratique agricole, bien-être animal, partage de la valeur ajoutée ...) qui vont qualifier le produit, pour que le consommateur comprenne sa valeur et son prix. Mais attention, je n'ai pas prononcé le mot local et c'est intentionnel : le local ne garantit en rien la qualité ! Je préfère un produit avec plein de valeurs positives, qui aurait quelques kilomètres

Je préfère un produit avec plein de valeurs positives, qui aurait quelques kilomètres de plus, à un produit local produit dans les conditions abominables.

de plus, à un produit local produit dans les conditions abominables. L'idéal étant de la proximité avec des conditions sociales et environnementales mesurées et validées.

Quels scénarios pourrait-on imaginer pour la transition alimentaire ?

On a plusieurs scénarios possibles. À court terme, 3 ans, on peut travailler sur un changement de l'assiette. Est-ce qu'il faut mettre un repas végétarien ou diminuer les protéines animales ? Je n'ai pas d'avis sur la question. Par ailleurs, les consommateurs diminuent déjà leur consommation de viande. Je ne vois pas pourquoi les collectivités ne se lanceraient pas dessus (sans stigmatiser la consommation de viande !). Sur le moyen terme, pour 2030, l'ensemble des

collectivités pourrait se mettre en réseau et réfléchir à des groupements de commandes locaux partagés qui proposent une alimentation saine, durable et de proximité. Ça permettrait de structurer la demande. Je ne crois pas aujourd'hui à une structuration de l'offre qui se ferait avant la structuration de la demande ! Les filières agricoles de proximité pourront se structurer car on va leur garantir un débouché stable et rémunérateur. Enfin, sur le plus long terme, on a 2 scénarios : After 2050 et TYFA (Ten years for agroecology). Ils partent du même constat : d'ici 2050, il faut faire migrer notre alimentation vers 2/3 de protéines végétales plutôt que 2/3 de protéines animales.

Quel modèle, quel projet innovant serait le plus à même de répondre aux enjeux précédents ?

Aujourd'hui il n'y a pas un modèle mais des modèles qui pourraient répondre. L'hyper local, comme les AMAP, est pour moi une démarche formidable, mais ce n'est pas une démarche qui va permettre de répondre à la massification de la demande de villes comme Nancy. Par exemple, à Pompey, les élus ont porté un investissement très important pour créer leur propre cuisine centrale, fournie en produits lorrains, et ainsi maîtriser directement leur alimentation. Il y a également plein de choses qui bouillonnent dans le

numérique. Lacharrette.org est le BlaBlaCar du produit local qui permet aux producteurs d'optimiser leur logistique de déplacement de produits. Mais il ne faut pas non plus oublier qu'actuellement 85 % de ce qu'on mange vient de la grande distribution. Mais même ces 85 % sont en train de voir une évolution et vu les volumes demandés, ce n'est pas une démarche individuelle mais de la structuration de filière.

En fait ce qui est important, c'est de se demander comment grandir sans perdre toutes ces valeurs ? L'hyperlocal garantit la qualité entre l'acheteur et le consommateur. Quand on commence à avoir des intermédiaires, il faut pouvoir conserver ces valeurs.



GRAND DÉBAT NATIONAL : L'OCCASION DE FAVORISER LES DÉBATS LOCAUX

Alors que la séquence du Grand Débat National vient de se clore avec l'allocution du Président de la République le 25 avril, revenons sur l'action de Citoyens et Territoires durant cette période. Le réseau ne s'est pas tant attaché aux conséquences nationales de cet exercice qu'au débat en lui-même, profitant de l'occasion pour susciter la parole des citoyens et redonner le goût à l'échange.

Dès le lancement du Grand Débat, Citoyens et Territoires a proposé son aide en termes de méthodologie pour accompagner les structures et territoires voulant organiser un débat le plus ouvert et constructif possible. Ainsi, plusieurs d'entre vous nous ont contacté. L'équipe a également animé plusieurs débats locaux, notamment dans le cadre de la démarche innovante lancée par le Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (voir ci-dessous). Au total 6 soirées, à Bouxières-aux-Chênes, Pulnoy, Pierre-la-Treiche, Favières, Vandœuvre-lès-Nancy ainsi qu'un débat du Conseil de développement Terres de Lorraine. On peut aussi compter la rencontre organisée à Velle sur le thème « Demain la commune ?! » dont les conclusions ont été versées sur la plateforme du Grand Débat National. À chaque fois, nous avons privilégié des méthodes participatives (bâton de parole, world café), sans prédéfinir de thèmes pour laisser au maximum les habitants parler de ce qui leur tient à cœur. Des débats parfois vifs mais courtois, des constats et propositions emprunts de bons sens, réalistes, mais traduisant une certaine urgence à agir. On note aussi une envie de poursuivre le débat, de refaire une voire plusieurs séances, d'inviter d'autres personnes notamment les jeunes. Et c'est un constat partagé par d'autres membres du réseau C&T ayant eux-mêmes organisé des soirées d'échanges. Non, le débat n'est pas mort dans notre pays, il faut simplement lui donner l'occasion de se tenir, le faciliter, ne pas en avoir peur. Nous avons tous à y gagner.



LA CONTRIBUTION DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU GRAND NANCY

Ils sont une trentaine dans la région Grand Est, les conseils de développement, ces instances réunissant la « société civile » aux côtés des assemblées locales d'élus (intercommunalités de plus de 20 000 habitants, pays/PETR). Le Grand débat national a été l'occasion pour certains de s'investir encore plus dans le débat citoyen. C'est le cas du Grand Nancy.

Plusieurs Conseils de développement se sont mobilisés dès le démarrage du mouvement des gilets jaunes : présence sur les rond-points, organisation de débats locaux à l'initiative du conseil de développement ou pour épauler l'organisation des débats dans les communes. Pour certains, il y a eu aussi la mise en place d'outils de débat en ligne.

Le Conseil de développement durable du Grand Nancy a développé une initiative originale par l'animation de nombreux débats (animés par l'équipe et des membres bénévoles) sur le territoire de la Métropole et également sur le bassin de vie pour associer les territoires péri-urbains et ruraux ; des micro-trottoirs réalisés par 3 radios locales, le recueil des cahiers de doléances en mairie, une assemblée des gilets jaunes. Toute cette matière a été rassemblée sur une plateforme numérique ouverte (cartodebat.fr/granddebat) sur laquelle les échanges pouvaient se poursuivre. L'ensemble de la démarche s'est appuyée sur l'expertise du sociologue Hervé MARCHAL et de la sémiologue comportementaliste Elodie MIELCZARECK. Un rapport intermédiaire a donné lieu à une rencontre « la manufacture des solutions » pour reformuler les thématiques prioritaires et faire des propositions. Après des votes via la plateforme numérique et des analyses complémentaires, une restitution finale aura lieu en mai, auprès des participants et des élus locaux.

+ d'infos : <http://conseildedeveloppementdurable.grand-nancy.org> - <https://cartodebat.fr/granddebat/>

Cette lettre est éditée par Citoyens&Territoires - Grand Est ● 7 rue Alexandre III, 54170 Colombey-les-Belles ● 03 83 52 80 62 ● accueil@citoyenterritoires.fr

● www.citoyenterritoires.fr

Directeur de la publication : Olivier Jacquin ● Rédacteur en chef : Axel Othelet

● Textes : Axel Othelet, Coline Varis, Kristell Juven

● Crédits photos : C&T

● Illustration : Le Cil Vert

Réalisation : Delphine Stoquert ● Dépôt légal : à parution ● ISSN : 2553-0941

Terres d'échos est réalisé grâce au soutien de :



À LIRE...



« Vous avez dit développement local ? » est un ouvrage rédigé collectivement autour de Georges Gontcharoff et d'une cinquantaine d'acteurs militants.

Il est coordonné par notre réseau national UNADEL (Union Nationale des Acteurs du Développement Local) qui partage le même fondateur que notre réseau régional Citoyens et Territoires, en la personne de Michel Dinet. Très richement documenté, il présente à la fois des éléments de contextes historiques et généraux et, en écho, une bonne quarantaine d'expériences locales. Dans une logique de rencontre entre « la suprématie des institutions », pour reprendre la terminologie du Professeur de géographie à l'université de Montpellier Pascal Chevalier et « la suprématie des communautés », la lecture de ce livre déroule progressivement le développement local en train de se faire en partant des prémices (avant 1965) jusqu'aux alentours du début des années 1980, avec l'avènement de la décentralisation. Il se veut être un formidable outil de repositionnement des enjeux de développement des territoires dans le contexte particulièrement changeant des politiques publiques. C'est éclairant à l'heure des transitions nécessaires qui remettent en perspective les actions locales. Et, dernière touche pour préciser la cohérence de l'ensemble, le livre est paru aux éditions « La Librairie des territoires », librairie référence en la matière.

Clin d'oeil !

